

Pour une réflexion sur les relations entre Science et Société à l'Institut Pasteur

(septembre 2017 - octobre 2018)

Document de synthèse

Les relations entre le monde de la recherche et le reste de la société se diversifient et se complexifient. Il s'agit autant de la diversification des attentes (de l'injonction d'innovation économique à celle d'engagement sociétal), que de la remise en cause de la parole scientifique (la contestation de l'expertise, le relativisme, la fabrique de l'ignorance) ou du développement de nouvelles façons de travailler avec des acteurs de terrain et des parties prenantes. Cela se traduit en particulier par la multiplication d'interactions avec des acteurs extérieurs aux mondes académique et économique au sein desquels la recherche a davantage l'habitude d'évoluer.

La question des interactions avec le monde non-académique et non-économique est devenue un enjeu important pour une entité comme l'Institut Pasteur. Nous pensons qu'elle mérite une réflexion collective. Le document que nous proposons ici est destiné à engager cette réflexion, dans le prolongement de la lettre que nous avons envoyée au campus en septembre dernier. Il est issu de discussions formelles et informelles que nous avons eues avec des Pasteuriens, concernant leurs expériences, motivations et analyses.

En premier, il nous a paru intéressant d'aborder le problème à travers la notion d'engagement. Cela nous a semblé être un cadre adéquat pour comprendre la diversité et la complexité des questions qui se posent aux organismes de recherche, à l'Institut Pasteur en particulier, lorsqu'il s'agit de leurs interactions avec la société.

Dans un second temps, nous nous sommes davantage focalisés sur la situation à l'Institut, en essayant de mettre en avant quelques traits communs aux expériences d'interaction telles que nous les ont décrites les personnes que nous avons rencontrées, et en nous intéressant, en particulier, à la visibilité de ces expériences au sein du campus. Il est clair que cette réflexion n'est pas exhaustive et qu'en écrivant ce texte nous avons pris conscience que nos entretiens sont loin d'avoir couvert toutes les dimensions de ce qui se fait à l'Institut. Ce texte est donc aussi un appel aux personnes du campus à venir nourrir plus avant cette réflexion.

1) La recherche entre différents engagements

La connaissance, une fin en soi : Dans un contexte où la société demande, à juste titre, aux chercheurs de justifier de leur activité, il est tentant d'en mettre essentiellement en avant les applications potentielles. Il n'en reste pas moins que l'on peut légitimement considérer la connaissance comme une fin en soi (« Tous les hommes désirent naturellement savoir », Aristote). On peut aussi argumenter, sans perdre de vue qu'il s'agit d'une activité humaine soumise aux passions humaines, que les principes qui sous-tendent la pratique scientifique - la curiosité, le doute vis-à-vis de ce qui n'a pas été éprouvé par l'expérience ou la raison, le refus des positions d'autorité, la résolution des différends par l'argumentation - ont aussi une valeur et une utilité par eux-mêmes. Cet engagement reste au coeur de la mission des chercheurs.

L'économie de la connaissance : La Commission européenne et les Etats, la France en particulier, mettent en avant le rôle de la recherche dans la résolution des problèmes qui se posent à nos sociétés, en insistant tout particulièrement sur l'économie « L'avenir de l'Europe dépend de sa capacité à innover, c'est à dire à transformer de bonnes idées en produits et services qui bénéficieront à l'économie en stimulant la croissance et permettront de créer des emplois ». Cela s'est traduit par un changement profond des modes de financement (sur projet) et une injonction forte à la valorisation et donc à l'interaction avec le monde de l'entreprise. Cependant, le désir de contribuer à la mise au point de vaccins, de traitements, d'outils diagnostiques, de produits utiles au monde, fait aussi partie intégrante de l'engagement de nombreux chercheurs. L'entreprise est dans ces conditions un interlocuteur naturel de la recherche.

Connaissance et « recherche action » : De nombreux acteurs de la société se reconnaissent peu dans les priorités affichées par les agences de financement et se sentent exclus des partenariats avec les organismes de recherche. Ces acteurs (associations, coopératives, collectivités locales...) voient cependant dans la recherche un enjeu majeur et revendiquent d'y avoir accès. Il s'agit pour eux de faire de la « recherche-action », soit directement, soit sous forme de co-construction ou de co-production. Longtemps regardées avec suspicion, ces pratiques sont en train de gagner de l'importance, comme en témoigne le numéro de *Nature* du 3 octobre dernier (« *Science shared, when communities and researchers work together* »). Elles sont de fait encouragées par la Commission européenne qui met la co-production et la co-construction au coeur de sa stratégie pour rapprocher la recherche de la société et accélérer la production d'innovation. Elles rencontrent l'aspiration de nombreux chercheurs à faire oeuvre utile, à travailler pour le « bien commun » ou au bénéfice direct de ceux qui en ont besoin.

Une parole scientifique à porter et à partager : Participer aux débats dans l'espace public et peser sur les choix qui en découlent nécessite d'être en mesure de produire du savoir et de le faire valoir. Pouvoir faire état d'un savoir est devenu un enjeu politique majeur, comme en témoignent tous les débats et interrogations sur l'expertise depuis les années 90. Dans des domaines caractérisés par de fortes incertitudes, que différents modèles de prise de décision (et donc que le rôle des experts) soient en discussion, semble légitime. Le problème est que cela conduit aussi à la mise en place de stratégies visant à créer de l'ignorance plutôt que du savoir, à promouvoir de la dés- ou non-information en lui donnant toute l'apparence d'une production scientifique ou à adopter des positions relativistes en niant toute validité à la science. Cela rend plus important que jamais la prise de parole scientifique, tout en rendant cette prise de parole particulièrement compliquée. Cela pose aussi la question de ce que doit être une communication scientifique vers le public.

Le terrain dans le prolongement du laboratoire : La recherche associe des échantillons ou des données de terrain aux approches de laboratoire. Il peut s'agir de prélèvements ou d'informations (génomiques, antécédents, comportements...) issus de sujets sains ou malades (des personnes en particulier). Il peut aussi s'agir de souches pathogènes prélevées dans leur environnement, en complément des modèles de laboratoire, de la prise en compte des écosystèmes dont proviennent les échantillons ou du comportement des agents/acteurs dans ces mêmes écosystèmes. Mais cela concerne aussi les recherches faites au contact des populations, dans des situations d'urgences (épidémie) par exemple, ou l'aide à la mise en place de solutions (dépistage, formation, aide à l'analyse...). Ces situations vont affecter à des titres variables les chercheurs et les institutions, entre les contraintes juridiques, l'obtention de consentement, la négociation de partenariat de valorisation, mais aussi les contacts directs, la co-participation aux recherches, la négociation avec des acteurs variés... Dans tous les cas cela s'accompagne d'une implication des institutions et/ou des chercheurs vers le monde extérieur.

Un aperçu de la situation à l'Institut Pasteur

De nombreuses initiatives et réflexions portées par des personnes diverses: Les personnes que nous avons rencontrées au cours de nos entretiens ont eu des parcours variés (chercheurs, médecins, vétérinaires, ingénieurs, documentalistes, anthropologues, philosophes) et occupent des fonctions diverses dans les laboratoires, les services supports, l'enseignement, un CNR/CCOMS, la plateforme ICAReB, au CRT, à la cellule éthique, au musée. Elle ne représentent sans doute qu'une petite partie de celles qui sont engagées dans des interactions avec la société ou ont un intérêt particulier à ce thème. Au demeurant, ce qu'elles entendent par « société » est vaste, manifestant là encore la diversité des situations. Il peut s'agir de la société dans sa généralité, de l'ensemble des personnes ayant un intérêt dans la science (se pensant affectées, cherchant à se renseigner), des associations de malades, des médecins, des donateurs d'échantillons, mais aussi de structures gouvernementales ou d'ONG.

Trois thèmes de réflexions : Nos discussions avec ces personnes ont essentiellement fait émerger trois thèmes.

i) Que les résultats de la science devraient servir / être mis à disposition au-delà de la communauté scientifique. Cela se traduit par des initiatives de restitution des résultats de recherche les concernant auprès des personnes/associations intéressées. Cela conduit aussi à des réflexions sur la façon dont le travail de la recherche pourrait être rendu librement accessible à tout le monde et plus particulièrement aux associations, où à la façon de mettre à la disposition des malades et médecins l'expertise de certains chercheurs, en particulier dans le cas des maladies rares ou mal connues. Cela concerne aussi la participation des chercheurs aux débats de société.

ii) Qu'une recherche au service des gens gagne à se nourrir à leur contact, à se pencher sur les questions qu'ils se posent. Il peut s'agir d'une recherche fondamentale dont les questions vont être co-construites avec des associations ou d'une recherche-action visant à développer, à partir des compétences de chercheurs, des outils techniques ou conceptuels, au service de collectivités. Il peut enfin s'agir d'engagement auprès de structures de santé publique, d'associations... pour permettre la réalisation d'études, la mise en oeuvre d'outils de surveillance, de formation, de sensibilisation.

iii) Que la recherche n'est pas une activité neutre, que la façon dont on la fait, les résultats que l'on produit, les discours que l'on tient, mais aussi les gens que l'on forme, ont un impact sur le monde et que cela doit être pris en compte. Cela met en avant, en particulier, le rôle de l'éthique comme interface entre la science et la société.

Il faut néanmoins remarquer que d'autres motivations importantes existent. Nous ne sommes pas, par exemple, allé rencontrer de gens s'intéressant à la question de la diffusion de la science et de la culture scientifique, parce que nous pensions qu'il s'agit là d'une activité faisant consensus et intégrée dans l'Institution.

Des interactions qui manquent de visibilité et dont la culture reste à construire : Un point commun à toutes les initiatives et réflexions dont nous avons eu connaissance est qu'elles résultent très généralement d'un engagement individuel qui déborde largement le cadre des fonctions attendues des personnes concernées. Une autre caractéristique est que ces initiatives et réflexions sont généralement peu visibles au sein de l'Institut.

L'Institut Pasteur se définit autour de quatre grandes missions : la recherche, la santé publique, l'enseignement et l'innovation/valorisation avec des partenaires industriels. De façon plus fine, ce qui ressort à la lecture du rapport d'activité 2017, du plan stratégique 2014-2017 ou du site web est avant tout le **thème de l'excellence** (des chercheurs, des travaux, mais aussi des équipements, dans l'enseignement ou dans les programmes de recrutement à tous les niveaux). C'est ensuite la dualité entre une **recherche orientée vers des objectifs de santé** mais laissant néanmoins une place **essentielle à la liberté académique** (même si cette liberté est vécue comme de plus en plus contrainte par les mécanismes de financement). C'est enfin la culture du **partenariat et de la valorisation** entendue comme valorisation industrielle, dont l'un des objectifs est de contribuer au financement des recherches. En revanche, les engagements, les initiatives et les questionnements dont nous avons discuté n'apparaissent pas directement.

Notre hypothèse est que ces engagements, initiatives ou questionnements sont dans le prolongement direct **des intérêts et des valeurs de l'Institut Pasteur** et entrent en résonance avec la présence, par exemple, des CNR/CCOMS du CRT ou la *Outbreak intervention task-force* (traduisant une implication forte vis-à-vis des questions de santé publique,) mais qu'elles ne font pas encore assez partie de la **culture de l'Institution** qui de ce fait ne les pense pas suffisamment (une somme d'initiatives ne fait pas une politique) et ne peut donc pas les soutenir, les promouvoir, les évaluer ou les valoriser.

L'enjeu nous semble donc de construire/développer au sein de l'Institution une culture des interactions entre science et société, au même titre qu'existe une culture de l'excellence ou des interactions avec le monde économique. Trois grandes questions au moins devraient probablement être abordées pour aller dans cette direction :

- > Sur la construction d'une culture de l'engagement vis-à-vis de la société
- > Sur la mise en place de mécanismes permettant l'émergence et l'institutionnalisation des initiatives
- > Sur l'articulation entre initiatives individuelles et la politique de l'Institut autour de ces questions.

Nous remercions les personnes qui ont accepté de nous rencontrer et de nous consacrer du temps : Françoise Barré-Sinoussi, Hervé Bourhy, Elise Caliot, Guillaume Dumas, Jost Enninga, Odile Gelpi, Tamara Giles-Vernick, Deshmukh Gopaul, Muriel Hilaire-Soule, Anne Lassailly-Bondaz, Samira Ouchhi, Virgine Pirard, Agnes Raimond-Denise, Vania Rosas-Magallanes, Monica Sala, Olivier Schwartz, Marie-Noëlle Ungeheur.

Le groupe de travail : Laurent Audry, François Bontems, Marina Caillet, Philippe Esterre, Stéphanie Lebreton, Fanny Momboisse, Christophe Thomas